



COMMUNIQUÉ DE PRESSE SUR LA SITUATION DES GUICHETS AU TER HDF

L'ouverture en 09H00-17H00 du lundi au samedi est devenue réalité depuis le 03 janvier 2022 pour les guichets de Calais Fréthun, Béthune, Lens et Douai, et le serait à partir du 01 février 2022 pour ceux de Boulogne, Valenciennes, Calais-Ville et Dunkerque.

Le premier constat que l'on peut en faire est malheureusement très négatif pour les usagers et les cheminots.

Vous le constatez ou constaterez, cette nouvelle organisation ne répond en rien aux besoins des usagers, ni à l'amélioration des conditions de travail des cheminots ni à ceux du service public ferroviaire.

Et sur ce dossier, chacun se renvoie la balle !!!

- ⇒ **SNCF TER** : « *c'est un sujet de l'axe nord, nous ne sommes pas aux manettes* »
- ⇒ **SNCF Axe nord** : « *ma vision TGV et rien que celle-ci..* »
- ⇒ **Conseil régional HDF** : « *on me demande 4.5 millions d'euros, on se fout de nous !!* »

Au milieu de cela se trouve les usagers et les cheminots, un jeu de quille en sorte.

La CGT, dès l'annonce de ce projet a initié un processus revendicatif :

♦ **Pétitions** : plus de 27 000 signatures d'usagers ont été recueillies depuis début août. Ce résultat démontre bien l'attachement qu'ont les usagers à leurs guichets.

♦ **Rencontres et interpellations des élus du territoire** : dans chaque site concerné, nous avons été reçus par les députés, conseillers régionaux, maires ou préfets et leur avons livrés ces informations.

Tous ou presque étaient contre ce projet. Certains ont même interpellé les dirigeants de l'entreprise, ministre des transports et pour d'autres, ont élaboré des motions dans des plénières municipales.

Bref, la direction SNCF ne fait pas l'unanimité.

♦ **Déploiements dans les 8 gares concernées** : durant toute une semaine de novembre 2021, la CGT est allée à la rencontre des usagers, au plus près donc, pour recueillir leur avis, expertise, leurs sentiments sur cette réduction d'horaire.

La tendance est loin d'être à l'avantage de la direction.

♦ **Rencontre avec les élus de l'opposition au conseil régional** : une motion lue en plénière du conseil régional est venue caractériser leur mécontentement, mécontentement propagée à l'ensemble de l'hémicycle.

♦ **Interpellation de la direction en interne** : ce qui en ressort appuie ce que la CGT dit depuis le début: **c'est purement économique.**

L'aspect organisation, production, amélioration des conditions de travail ne transpire jamais et l'usager est déconsidéré. D'ailleurs, de nombreuses lacunes sont pointées.

Ce qui transpire par contre c'est l'argent !

La balle est dans le camp du conseil régional : « *soit il paye 4.5 millions d'euros, soit il se tait !* »

Vous le voyez, la CGT n'est pas restée les bras ballants sur ce sujet.

D'ailleurs, nous avons rassemblé près de 150 cheminots devant le conseil régional le 18 novembre dernier et nous avons interpellé l'ensemble des élus du conseil régional.

À cette occasion, le vice-président Dhersin nous a indiqué qu'un courrier avait été transmis stipulant son désaccord.

Nous ne sommes dupes de rien mais reconnaissez tout de même que ce projet fait l'unanimité contre la SNCF.

Ne serait pas-t-il temps de reconnaître les choses, de se poser, réfléchir et changer de cap ?

Pour la CGT, il est grand temps d'inverser la vapeur et de reconquérir les moyens de bien travailler car bien travailler, pour bien voyager, c'est ce que les cheminots et les usagers réclament !

Ce projet va dans le sens de la destruction programmée. Une sorte de sabotage savamment orchestré.

En ce sens, nous appelons l'ensemble des cheminots et des usagers à s'emparer de ce sujet crucial pour l'équité de traitement en terme de service public sur l'ensemble du territoire.

Les 27 000 signatures de pétitions ne suffisent pas, qu'à cela ne tienne, nous vous invitons à montrer votre mécontentement en écrivant votre sentiment sur ces adresses:

- ♦ **Service Relations Clients SNCF - 62973 AR-RAS Cedex 9**
- ♦ **Région Hauts-de-France, 151 Avenue du président Hoover, 59555 LILLE CEDEX**

La CGT continuera de combattre tout recul du service public ferroviaire, c'est en ce sens que nous avons interpellé la Défenseure des droits pour lui signifier l'in-équité d'accès aux guichets que produit ce projet. Nous vous tiendrons au courant des éventuelles évolutions.